



Direction achats GHT Somme Littoral Sud

**Marchés de Prestations Intellectuelles**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

Le pouvoir adjudicateur :

CHU Amiens Picardie – GHT Somme Littoral Sud

Procédure :

Accord-cadre à émissions de bons de commande

Relatif au marché :

Audit, renouvellement et Certification QUALIOPi des organismes de formation

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières définit le cadre de la proposition, ainsi que les limites de la prestation entre le(s) fournisseur(s) et le groupement hospitalier de territoire Somme Littoral Sud.



## Sommaire

ARTICLE 1 – Présentation du GHT Somme Littoral SUD.....	3
ARTICLE 2 – Objet et étendue de la consultation .....	4
1. Objet de la consultation .....	4
2. Forme de l'accord-cadre .....	4
3. Durée de l'accord-cadre .....	5
4. Décomposition de la consultation .....	5
ARTICLE 3 - Description de la prestation.....	5
1. Informations générales .....	5
2. CH de Montdidier-Roye.....	6
3. Centre Hospitalier Universitaire Amiens Picardie .....	6
ARTICLE 4 – Obligations relatives à l'exécution de la prestation .....	7
1. Expertises, compétences et engagements du prestataire.....	7
2. Livrables attendus .....	7
3. Régularité et continuité du service .....	7
4. Lieu d'exécution .....	8
5. Modalités d'exécution de l'accord-cadre.....	8



## ARTICLE 1 – Présentation du GHT Somme Littoral SUD

Les centres hospitaliers d'Albert, de Doullens, d'Abbeville, de Corbie, de la Baie de Somme, de Montdidier-Roye, de l'EPSM, mais aussi de Montreuil-sur-Mer et d'Hesdin et le CHU Amiens-Picardie en tant qu'établissement support, renforcent leur coopération par la signature d'une convention de création du Groupement Hospitalier du Territoire (GHT) Somme Littoral Sud le 29 juin 2017.

Le GHT Somme Littoral Sud couvre une population de 630 000 habitants, pour une capacité d'accueil de 5 376 lits et places.

Les établissements membres du GHT affirment leur attachement aux valeurs suivantes :

- La solidarité,
- La cohésion,
- La transparence, qui sera la garantie d'un climat de confiance réciproque,
- La concertation,
- Le respect de l'autonomie des établissements.

Ce GHT Somme Littoral Sud a pour objectifs :

- Une **adéquation permanente de l'offre de soins à l'évolution des besoins** en santé de la population.
- Le développement d'une **logique de parcours gradué pour les patients** avec le souci d'un **égal accès aux soins** : offrir le meilleur soin, au meilleur moment et dans l'environnement technique le plus adapté et le plus près possible du patient.
- La promotion d'une **offre de soins de qualité sur l'ensemble du territoire, lisible** pour les patients mais aussi pour les professionnels de santé.

Le GHT doit permettre d'améliorer l'efficacité des établissements de santé en structurant les filières de prise en charge grâce à une stratégie médicale commune.

13 filières ont été définies pour améliorer l'accès et la qualité des soins :

- Les urgences
- La gériatrie
- Les soins de suite et de réadaptation
- La cancérologie
- L'insuffisance rénale chronique
- Les accidents vasculaires cérébraux
- La prise en charge de la femme, du couple et de l'enfant
- Les maladies neurodégénératives
- L'obésité
- Les Etats végétatifs Chroniques (EVC) et les Etats Pauci-Relationnels (EPR)
- La santé mentale, la psychiatrie générale et l'infanto-juvénile
- L'addictologie
- Les soins aux détenus

Au-delà de ces 13 filières, 3 secteurs médicotechniques développeront des projets de partenariats :

- L'imagerie
- La biologie
- La pharmacie

Enfin certains sujets de gestion viendront compléter les champs de collaboration entre établissements :

- La politique d'achat
- Les systèmes d'information
- L'information médicale
- Les écoles et instituts de formation paramédicale
- Le plan de formation continue et le développement professionnel continu des personnels de ces hôpitaux

## ARTICLE 2 – Objet et étendue de la consultation

### 1. Objet de la consultation

La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel prévoit dans son article 6 une obligation de certification, par un organisme tiers, des organismes réalisant des actions concourant au développement des compétences sur la base d'un référentiel national unique, s'ils veulent bénéficier de fonds publics ou mutualisés (financement par un opérateur de compétences, par la commission mentionnée à l'article L. 6323-17-6, par l'État, par les régions, par la Caisse des dépôts et consignations, par France Travail ou par l'Agefiph).

La marque Qualiopi vise à :

- Attester de la qualité du processus mis en œuvre par les prestataires d'actions concourant au développement des compétences ;
- Permettre une plus grande lisibilité de l'offre de formation auprès des entreprises et des usagers.

Le présent marché a pour objet de confier à un prestataire accrédité QUALIOPI, les missions d'accompagnement, d'audit de certification, d'audit de surveillance et renouvellement de la certification « QUALIOPI », pour les établissements suivants :

- **Centre Hospitalier de Montdidier-Roye**
- **Centre Hospitalier Universitaire Amiens Picardie**

### 2. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire, à émission de bons de commande, sans minimum et avec un montant maximum de 60 000€ HT.



Etablissements	Montants maximums par période	Montants maximums toutes périodes confondues
CHU Amiens Picardie	10 000€ HT	40 000€ HT
CH Montdidier-Roye	5 000€ HT	20 000€ HT

### 3. Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est passé pour une première période ferme de 12 mois, reconductible tacitement 3 fois, 12 mois, pour une durée maximale (période initiale et reconductions successives) de 48 mois.

Cette durée est établie pour un cycle complet de certification, intégrant :

- Audit de Surveillance
- Audit de renouvellement

### 4. Décomposition de la consultation

Le présent accord cadre ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots.

## ARTICLE 3 - Description de la prestation

### 1. Informations générales

Le titulaire assure le renouvellement de la certification des écoles et instituts associés aux établissements suivants :

- **Centre Hospitalier de Montdidier-Roye**
- **Centre Hospitalier Universitaire Amiens Picardie**

En respect de l'arrêté du 6/06/2019 relatif aux modalités d'audit associées au référentiel national mentionné à l'article D.6316-1-1 du code du travail.

Les frais associés aux déplacements et à l'hébergement des personnels du prestataire sont inclus aux forfaits d'interventions.

Pour obtenir la marque Qualiopi, les prestataires d'actions concourant au développement des compétences doivent :

- Passer un audit initial, suivi d'un audit de surveillance prévu entre 18 et 22 mois, puis un audit de renouvellement au bout de 3 ans, à planifier jusqu'à 4 mois avant la date d'expiration du certificat.
- A la suite de cette période, les prestataires doivent se soumettre à un audit de renouvellement, au cours de cette nouvelle période de 3 ans, un audit de surveillance périodique doit être programmés.

À noter : La certification Qualiopi est valable trois ans à l'issue du résultat favorable de l'audit initial. Si l'issue de l'audit de renouvellement est favorable, l'organisme de formation conserve sa certification Qualiopi pour trois années supplémentaires avec un audit de surveillance à nouveau à mi-parcours. Un nouveau certificat sera édité.

ATTENTION : Il est possible que certains organismes de formation passent sous le statut de la certification universitaire. L'organisme s'engage à s'adapter à la réglementation qui entrera en vigueur. Les organismes de formation certifiés par une institution universitaire ne seront plus tenus d'obtenir la certification QUALIOPi.

## 2. CH de Montdidier-Roye

Le Bilan pédagogique et financier de l'établissement est transmis en **annexe 1** du CCTP.

L'organigramme des écoles et instituts de formation est transmis en **annexe 2** du CCTP.

N° déclaration Activités de Formation	2280P004180
Adresse	Centre Hospitalier intercommunal de Montdidier-Roye 25, rue Armand de Vienne 80500 MONTDIDIER
Interlocuteur dans l'établissement	Mme Catherine VEZINHET
Chiffre d'affaires	354 093,00€
Ecoles et Instituts associés	Institut de Formation d'Aides-Soignants (IFAS)
Périmètre à auditer	FORMATION : IFAS VAE : IFAS
Nombre de personnes de l'organisme dispensant des heures de formation	3

## 3. Centre Hospitalier Universitaire Amiens Picardie

Le Bilan pédagogique et financier de l'établissement est transmis en **annexe 3** du CCTP.

L'organigramme des écoles et instituts de formation est transmis en **annexe 4** du CCTP.

N° déclaration Activités de Formation	2280P001880
Adresse	CHU AMIENS PICARDIE CHAP PLACE VICTOR PAUCHET, 80054 AMIENS*
Interlocuteur dans l'établissement	Mme Béatrice JAMAULT
Chiffre d'affaires	2 874 871 €HT
Ecoles et Instituts associés	CESU 80 – Centre d'Enseignement des Soins d'Urgence CFARM – Centre de Formation des Assistants de Régulation Médicale Ecole IADE - École d'Infirmiers Anesthésistes Diplômés d'État Ecole IBODE - Infirmiers de Bloc Opératoire Diplômés d'État Ecole de puériculture IFA – Institut de Formation des Ambulanciers IFAP – Institut de Formation des Auxiliaire de Puériculture IFAS – Institut de Formation des Aides-Soignants IFCS – Institut de Formation des Cadres de Santé IFE – Institut de Formation des Ergothérapeutes IFMEM – Institut de Formation des Manipulateurs d'Electroradiologie



	Médicale IFMK -Institut de Formation des Masseurs Kinésithérapeutes IFSI – Institut de Formation en Soins Infirmiers IFTLM – Institut de Formation des Techniciens de Laboratoire SimUSanté® – Centre de Pédagogie Active
Périmètre à auditer	FORMATION : Tous écoles et instituts VAE : IFAS
Nombre de personnes de l'organisme dispensant des heures de formation	904

*\*Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025, l'ensemble des services du CHU Amiens-Picardie sont sur le site sud situé au 1 Rond-Point du Professeur Christian Cabrol, 80054 Amiens*

## ARTICLE 4 – Obligations relatives à l'exécution de la prestation

### 1. Expertises, compétences et engagements du prestataire

Le ministère du Travail publie la liste des organismes certificateurs (L. 6316-2 et R. 6316-3) accrédités ou autorisés par le Comité français d'accréditation (Cofrac) pour débiter les activités de certification des prestataires de développement des compétences, selon le référentiel national de certification qualité (D. 6316-1-1).

**Le prestataire doit** démontrer une bonne connaissance du fonctionnement des établissements publics hospitaliers. Il doit également préciser la méthodologie qu'il propose pour accomplir sa mission.

Le prestataire doit garantir la confidentialité des données fournies par le GHT, notamment lors des transferts de données, des échanges avec les équipes du GHT, et de manière générale pour toute information relative à sa mission.

### 2. Livrables attendus

Les livrables attendus sont :

- Les rapports d'audit de certification QUALIOP

### 3. Régularité et continuité du service

#### **OBLIGATIONS DES ÉTABLISSEMENTS CONCERNÉS PAR L'EXÉCUTION DE LA PRESTATION**

Chaque établissement concerné par l'exécution de la prestation transmet au titulaire l'ensemble des informations nécessaires à la mise en place des missions et toutes informations susceptibles d'être nécessaires au bon fonctionnement de la prestation.

L'établissement concerné par l'exécution de la prestation nommera un interlocuteur privilégié. Cet interlocuteur est en charge de la « bonne » transmission de la base documentaire de leur domaine pour leur établissement.

L'établissement concerné par l'exécution de la prestation s'assure que l'exécution de la prestation a été faite dans le respect des clauses techniques du marché.

## **OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

Le titulaire du marché contactera, au plus tard dans les 10 jours ouvrés suivant la notification, le(s) cadre(s) du service pour chaque établissement afin d'organiser une prise de contact et la transmission des informations opérationnelles nécessaires à la bonne exécution de la prestation.

Tout changement d'interlocuteur durant l'exécution du marché devra obligatoirement être notifié par écrit et justifié au coordinateur de l'établissement concerné par l'exécution de la prestation dans un délai de 5 jours ouvrés maximum. Le prestataire devra garantir la stabilité des équipes et s'assurer que les moyens nécessaires à la bonne exécution de la prestation sont mis en œuvre.

Le prestataire précisera le nombre et la qualité des personnes qui seront mis à disposition des établissements concernés par l'exécution de la prestation pour remplir sa mission. Un responsable de mission sera clairement identifié et sera responsable de la réalisation de la prestation auprès de l'établissement concerné par l'exécution de la prestation.

Afin de faciliter l'exécution de la prestation et pour assurer un suivi de qualité du marché, le titulaire s'engage à fournir dans sa proposition, les coordonnées précises (nom, téléphone, courriel) d'un représentant de l'entreprise ainsi que les horaires d'ouverture de leur agence. Les représentants de l'entreprise devront être joignables facilement par la personne publique sur les horaires du temps de travail.

Le titulaire du marché devra assurer les rencontres nécessaires au bon déroulement de la prestation avec le représentant de l'établissement concerné par l'exécution de la prestation.

Le titulaire s'engage à s'acquitter de ses obligations dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu d'assurer la continuité des services quelles que soient les circonstances, sauf en cas de force majeure tels que définis par la jurisprudence.

## **4. Lieu d'exécution**

Le lieu d'exécution de la prestation est indiqué sur chaque bon de commande, précisant notamment l'adresse de l'établissement du GHT concerné.

## **5. Modalités d'exécution de l'accord-cadre**

Le présent accord cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

Le bon de commande comporte a minima :

- Le numéro et la date de commande





- La désignation de la prestation
- La référence à l'accord cadre
- Le prix unitaire HT, le montant HT et TTC de la commande
- Le ou les lieux et délais d'exécution
- Tout autre renseignement utile

Seuls les bons de commande signés par un représentant habilité du pouvoir adjudicateur seront honorés par le titulaire.

Les prestations sont réalisées à prix forfaitaire. L'établissement émet un ordre de service pour déclencher et valider les périodes d'intervention. Il est attendu dans le BPU un chiffrage du nombre de jours nécessaires pour réaliser la prestation, que ce soit sur site ou à distance. Si cette estimation s'avère incorrecte, cela ne pourra en aucun cas entraîner une surfacturation.